

L'étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

SUEZ PSO



Lundi 27 février 2023

Le 7, le 8, le 9 et tant qu'il faudra : grève générale pour nos retraites !

La réforme des retraites arrive au Sénat ce mardi. Un sénat qui avait l'habitude, depuis quelques années, de voter chaque automne le principe du recul de deux ans de l'âge de la retraite, mais sans que cela se concrétise jusqu'ici. Autant dire qu'il n'y a rien à en attendre, pas plus que des séances théâtralisées à l'Assemblée nationale. Le mardi qui compte, c'est celui de la semaine prochaine, le 7 mars. Car pour faire reculer ce gouvernement, c'est sur notre mobilisation, celle du monde du travail et de la jeunesse, qu'il faut compter.

Les unes après les autres, les grandes entreprises annoncent leurs profits historiques de 2022 : 2,2 milliards à la SNCF, 17 milliards chez Stellantis et même 36 milliards pour TotalEnergies. Mais il n'y a pas d'argent magique : ces profits record sont le pendant de nos fins de mois difficiles. Ils viennent des prix qui s'envolent pendant que nos salaires restent au sol.

Travailler moins pour vivre plus

Ces richesses, produites par notre travail, pourraient servir à bien des choses utiles, plutôt que s'accumuler dans les caisses des actionnaires. À commencer par augmenter les salaires, comme l'exigent de nombreux travailleurs, à l'image de ceux de Safran Electrical & Power, à Mérignac, en grève depuis trois semaines pour 200 euros d'augmentation. Mais aussi à réduire le temps de travail, pour ne pas y laisser notre santé pendant que quatre millions de personnes restent au chômage. Et également à nous assurer une retraite digne de ce nom, en partant à 60 ans ou après 37,5 années de cotisation.

À l'heure où les grandes fortunes explosent, la retraite à 64 ans est une véritable provocation. Mais ce sont aussi tous les reculs passés qui posent problème, en particulier ces 43 années de cotisation imposées par le gouvernement Hollande, dont Macron avance le calendrier. Une telle durée revient de fait à repousser l'âge de la retraite, ou à amputer les pensions pour ceux qui n'arrivent pas au bout.

« À l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ? »

Après cinq journées massives de mobilisation depuis janvier, la grève du 7 mars s'annonce très suivie. L'opposition à cette réforme est générale dans la population. Macron l'a encore constaté lors de sa déambulation au salon de l'agriculture,

interpelé à de multiples reprises par des salariés en colère, dont une infirmière.

Nous pouvons faire reculer Macron

L'intersyndicale appelle à « mettre la France à l'arrêt » le 7 mars. Cela veut dire la grève partout, la plus massive possible, et aussi montrer notre force en manifestant par millions dans les rues. Cela nous convaincra qu'il est possible de continuer le lendemain, comme dans les secteurs où les travailleuses et travailleurs se préparent à une « vraie grève », qui dure. C'est maintenant cela qu'il faut construire, en nous organisant à la base, en faisant des piquets de grève et des assemblées sur les lieux de travail, comme à l'échelle interprofessionnelle.

Beaucoup discutent d'un « blocage du pays », c'est notre grève à toutes et tous qui peut l'imposer. Pas seulement dans les secteurs les plus visibles, ceux qui perturbent les usagers, mais partout : une vraie grève générale, qui attaque les patrons au portefeuille par tous les côtés. Combien ceux-ci sont-ils prêts à perdre de journées de travail, qui leur rapportent bien plus qu'à nous ?

Alors le 7 mars, il faut en être, mais aussi le lendemain, pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes, une lutte qui nous concerne toutes... et tous ! Les femmes sont les premières victimes du recul de l'âge de la retraite, elles qui ont déjà les pensions les plus basses. Alors oui, ces luttes sont liées. Et le 9 mars, les organisations de jeunesse appellent à leur tour à la mobilisation. Plusieurs fédérations syndicales appellent déjà à reconduire la grève.

Alors pour le retrait de la réforme Macron et le retour à la retraite à 60 ans, et pour l'augmentation générale des salaires, préparons-nous à faire plier Macron et le patronat par la grève... jusqu'au retrait !

Ça pulse... pour parler à notre place !

Sur sa page intranet, Suez est tout fier de nous faire connaître les résultats de son enquête Pulse : sans surprise, les salariés qui ont pris le temps de répondre sont majoritairement satisfaits de l'entreprise et confiants dans son avenir. Tout est biaisé dans ce coup de com', comme si l'entreprise faisait les questions et les réponses ! Si la question portait sur les salaires, il y a fort à parier qu'une majorité d'entre nous ne répondraient pas qu'ils sont satisfaits. Et quelle reconnaissance pour notre travail ? C'est lors de nos mobilisations que nous nous exprimons le mieux, pas avec des questionnaires bidons.

Tête de cochon au salon

La visite de Macron au salon de l'agriculture n'a pas été un long fleuve tranquille. Il a été interpellé à de nombreuses reprises, entre autres par une infirmière : « est-ce qu'à l'hôpital, vous voulez une infirmière de 64 ans ? » Alors qu'il vante la retraite minimale que sa réforme augmenterait, elle lui rétorque : « vous ne la mettez pas à 1 200 euros. » Macron : « 1 200 euros pour tout le monde ce n'est pas possible. » Nous condamner à l'épuisement au travail puis à la misère, ça ne le dérange pas, pourvu que les actionnaires pour lesquels il a supprimé l'impôt sur la fortune puissent continuer à gagner des millions sans rien faire.

À Berlin comme à Paris, grève générale !

En Allemagne, les négociations salariales qui ont débuté en janvier déclenchent des grèves. Que ce soit à la Poste, à la Deutsche Bahn ou dans les aéroports, des salariés se mobilisent et le syndicat Ver-di réclame des augmentations de 15 % avec un minimum de 500 euros. Le printemps risque d'être mouvementé des deux côtés du Rhin ! Vive l'arme des travailleurs : la grève !

Jeff Bezos, une Légion en guise de bras d'honneur aux travailleurs

Énième provocation de Macron : le 16 février, décorer de la Légion d'honneur Jeff Bezos, patron d'Amazon, lui qui pousse l'exploitation toujours plus loin avec des logiciels de flicage, en plus d'esquiver les impôts en France. Parmi les plus riches au monde, il incarne aussi la pollution générée par les ultra-riches en s'offrant un voyage dans l'espace à l'empreinte carbone démentielle. Macron récompense ainsi le capitalisme dans toute son indécence, en douce, un jour de mobilisation contre son projet de réforme des retraites. Qui oserait encore enterrer la lutte des classes ?

Après un an de guerre, à qui profitent les crimes de Poutine ?

100 000 morts ou blessés de chaque côté parmi les troupes et plus de 20 000 morts parmi les civils ukrainiens, des infrastructures vitales ravagées sur tout le territoire, des millions de réfugiés, des milliers d'opposants russes emprisonnés ou exilés : le bilan de la guerre de Poutine est terrible.

Les grandes puissances américaine et européennes, dont la France, ne sont pas belligérantes mais profiteurs de guerre. Leur soutien à l'Ukraine est hypocrite : elles n'ont jamais eu la moindre considération pour les peuples, qu'ils soient africains, asiatiques ou européens. Elles utilisent l'agression de Poutine pour avancer les pions de leurs grands groupes capitalistes dans le monopoly international de la concurrence et font peser tous les coûts sur le monde du travail : hausses des prix et profits records !

C'est partout l'augmentation des budgets militaires – et toutes ces commandes d'engins de mort n'iront pas à l'armée ukrainienne, loin de là ! En Ukraine et ailleurs, la concurrence économique menace toujours de se transformer en affrontement militaire.

Notre solidarité va aux Ukrainiens qui luttent pour ne pas crever sous la botte de Poutine et aux opposants russes à la guerre qui risquent leur vie. La lutte contre le dictateur russe ne pourra être menée à bien que par la fraternisation des peuples et des travailleurs de Russie et d'Ukraine, pas par les états-majors occidentaux. Nous refusons la militarisation du monde et l'escalade guerrière, les mouvements de troupes de l'Otan et l'augmentation des budgets militaires.

Manifestation le 4 mars contre la loi Darmanin

Darmanin entend renforcer l'oppression qui vise les migrants avec une nouvelle loi pour accélérer l'examen des demandes d'asile et faciliter les expulsions en limitant les recours possibles contre une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Une volonté de concurrencer l'extrême droite, doublée d'un cadeau au patronat en accordant un titre de séjour d'à peine un an aux travailleurs des « métiers en tension », les plus pénibles et mal rémunérés, pour lesquels il peine à recruter (BTP, restauration).

Ne laissons pas passer cette loi immonde et manifestons tous le samedi 4 mars à 14h métro Château Rouge !